FCP de droit français
HSBC ACTIONS MONDE

Rapport annuel au 28 juin 2024

HSBC Asset Management

FCP HSBC ACTIONS MONDE

Sommaire

	Pages
Informations concernant les placements et la gestion	**3**
Rapport d'activité	**4**
Informations réglementaires	**16**
Certification du Commissaire aux Comptes	**18**
Comptes Annuels	**22**
Bilan Actif	23
Bilan Passif	24
Hors-Bilan	25
Comptes de Résultat	27
Annexes	**28**
Règles et méthodes comptables	29
Evolution de l'Actif Net	35
Compléments d'information	36
Tableau des résultats au cours des cinq derniers exercices	44
Inventaire	45

FCP HSBC ACTIONS MONDE

Informations concernant les placements et la gestion

Société de gestion

HSBC Global Asset Management (France)

Dépositaire et Conservateur

CACEIS Bank

Gestionnaire comptable par délégation

CACEIS Fund Administration

Commissaire aux comptes

KPMG Audit

Rapport d'activité

Panorama macroéconomique

Le troisième trimestre (T3) 2023 a vu se développer un découplage, avec la résilience de l'économie américaine face au ralentissement de la Chine et de l'Europe. Le PIB américain au T2 est ainsi ressorti supérieur aux attentes, tiré par la consommation des ménages et les investissements d'infrastructure qui ont plus compensé le ralentissement du marché immobilier. En zone euro, la quasi-stagnation du PIB au T2 (0.1% t/t), avec une demande intérieure atone, sous-tend des divergences dans la région, avec une contraction du PIB en Italie (-0.4% t/t) et aux Pays-Bas (-0.2% t/t) et une stagnation en Allemagne, face à une expansion en France (+0.5% t/t) et en Espagne (+0.5% t/t). Les politiques fiscales visant à soutenir la transition énergétique et le développement des industries de pointe ont en partie contribué à ces divergences. Aux Etats-Unis, les programmes « Inflation Reduction Act », et « Chips Act » ont entraîné 240 milliards USD de projets d'investissements dans le secteur manufacturier, soit environ la moitié de l'objectif. L'Espagne continue de bénéficier des subventions du programme de l'Union européenne (Next Generation EU). En Italie, la réduction graduelle des aides à la rénovation énergétique résidentielle a entraîné une baisse des investissements dans la construction. Dans les pays émergents, les publications économiques en Chine ont continué de décevoir malgré les nouvelles mesures de soutien au crédit, et l'assouplissement des contraintes règlementaires sur le marché immobilier. Au T3, les prévisions de croissance[1] ont donc été révisées à la baisse, en Chine 5.0% en 2023 et 4.5% en 2024 (contre respectivement 5.5% et 4.9% fin juin), mais aussi en zone euro (0.5% en 2023 et 0.8% en 2024, contre respectivement 0.6% et 1.0% fin juin). A l'inverse, les Etats-Unis ont vu leur prévision de croissance relever, à 2.1% en 2023 et 0.9% en 2024 (contre respectivement 1.3% et 0.8% fin juin). La persistance d'une inflation élevée aux Etats-Unis (3.7% en août contre 4.0% en juin), et en zone euro (5.2% en août contre 5.5% en juin) n'a pas permis de rassurer les banquiers centraux dans un contexte de remontée du prix du baril, et de progression salariale soutenue (+4.3% a/a aux Etats-Unis, et +5.5% a/a en zone euro). Malgré des conditions monétaires restrictives, les revenus réels ont en effet tendance à s'améliorer, ce qui contribue à soutenir la consommation, ce qui augmente les risques d'effets de second tour. Ainsi les prévisions médianes des gouverneurs de la Réserve fédérale américaine signalent plutôt un atterrissage en douceur de l'économie américaine (avec une croissance du PIB de 2.1% en 2023 et 1.5% en 2024, donc une prévision supérieure au consensus des économistes), ce qui implique de repousser le cycle de baisses de taux au second semestre 2024.

Au quatrième trimestre 2023 (T4), le scénario d'atterrissage économique en douceur ou « soft landing » a dominé sur celui de récession. Le combat des banques centrales contre l'inflation semble donc avoir été gagné sans entraîner de poursuite du resserrement monétaire et de risque de récession forte. La croissance chinoise a surpris à la hausse au T3 (4.9% en variation annuelle) contre 4.5% attendu. Le PIB américain a une nouvelle fois surpassé les attentes au T3 (+4.9% en variation trimestrielle annualisée contre 4.5% attendu). Aux Etats-Unis, la consommation des ménages et les investissements des entreprises ont en effet accéléré au T3 par rapport au T2, avec une relative résilience du marché du travail (taux de chômage à 3.7% en novembre après un plus bas historique à 3.4% en avril), et des salaires (+4% en variation annuelle en novembre), ainsi qu'une amélioration de la productivité. En Europe, les enquêtes des directeurs d'achat continuent d'annoncer une contraction de l'activité depuis l'été. En effet, l'économie a continué de se dégrader au T3 : PIB du Royaume Uni -0.1% en variation trimestrielle (t/t) au T3 (contre +0.1% t/t au T2) ; PIB de la zone euro -0.1% t/t (contre +0.1% t/t au T2) tiré à la baisse par une décélération des stocks, et les contractions en Allemagne, France, Pays Bas et Irlande. Dans ce contexte, la forte

[1] Consensus Bloomberg au 30/09/2023.

décélération de l'inflation a surpris au cours du trimestre (variation annuelle en novembre), à 3.1% aux Etats-Unis, 2.4% en zone euro, et 3.9% au Royaume-Uni. Les prévisions de croissance du PIB[2] ont donc été révisées à la hausse aux Etats-Unis (2.4% en 2023 ; 1.3% en 2024). En revanche, la zone euro a vu ses perspectives de croissance du PIB s'éroder en 2024 (PIB +0.7%), ainsi qu'au Royaume Uni (PIB +0.3%). Cependant, ces prévisions ne montrent pas le clivage des économistes. D'un côté, certains anticipent une reprise relativement rapide, portée par la consommation privée, l'amélioration des revenus réels des ménages, un retour de l'assouplissement des banques centrales, avec une inflation aux alentours de 2.5%-3% en moyenne en 2024. D'un autre côté, certains économistes envisagent la poursuite du ralentissement économique, en raison du décalage de l'effet des resserrements monétaires, de la hausse des faillites d'entreprise, d'une montée du chômage, avec pour conséquence un recul de la consommation. Ce scénario intègre donc une phase de récession avec une reprise lente qui devraient comprimer l'inflation en-dessous de 2% fin 2024.

Durant le premier trimestre 2024 (T1), l'économie américaine s'est révélée plus solide que prévu, ce qui a entraîné de fortes révisions haussières sur les prévisions de croissance en 2024[3] à 2.2% contre 1.2% fin décembre. Le dynamisme de la consommation des ménages et la baisse du taux d'épargne ont entretenu la demande, la résilience du marché de l'emploi, ainsi que la confiance du secteur privé. En Europe, les indicateurs avancés (enquêtes PMI, confiance des consommateurs) se sont améliorés, soutenus par le secteur des services, ce qui contraste avec la faiblesse du secteur industriel. Les risques de récession en zone euro se sont donc nettement atténués au T1, malgré une activité atone au T4 2023. En Europe, les économistes[4] tablent sur une quasi-stagnation de l'activité en 2024, tant au Royaume-Uni (0.3% contre 0.1% en 2023) qu'en zone euro (0.5% contre 0.4% en 2023). Dans les économies émergentes, l'Inde continue de surprendre favorablement, grâce au déploiement de ses infrastructures, et au dynamisme de la consommation et des exportations. En Chine, l'absence de reprise du secteur immobilier a entraîné de la part des autorités un renforcement des mesures de soutien (baisse des réserves obligatoires des banques, réduction des taux de crédit immobilier, mise en place d'un fonds de stabilisation). Les tensions commerciales entre la Chine et les Etats-Unis n'ont pas empêché un redressement des indicateurs avancés (enquêtes PMI en amélioration ce trimestre). Le ralentissement de l'économie chinoise devrait se poursuivre, en douceur, avec une évolution du PIB attendue[4] de 4.6% en 2024 et 4.4% en 2025 (contre 5.2% en 2023). Dans un environnement économique relativement moins marqué par le risque de récession, les publications d'inflation ont évolué de manière contrastée, avec des surprises haussières aux Etats-Unis (3.5% en mars contre 3.4% attendu, et 3.4% en décembre), et baissières en zone euro (2.4% en mars contre 2.5% attendu, et 2.9% en décembre). Cependant aux Etats-Unis comme en zone euro, le point de résistance reste l'inflation hors énergie et alimentaire (en mars à 3.8% et 2.9% respectivement). Cette persistance résulte du dynamisme du secteur des services, et de la croissance des salaires dans un contexte d'amélioration de la productivité relativement faible, probablement en raison de plusieurs facteurs : rétention de main d'œuvre, baisse des heures travaillées, hausse de l'absentéisme, ou encore augmentation relative de la main d'œuvre généralement moins qualifiée. L'évolution de la productivité et des coûts salariaux unitaires, du fait de leur large impact sur les marges des entreprises influencent directement les prix. Ces indicateurs sont donc très surveillés pour diriger la politique monétaire et anticiper les évolutions des taux directeurs et des conditions financières.

Au second trimestre 2024 (T2), l'économie mondiale a poursuivi son redressement, marqué par des inflations plus élevées que prévu et les risques de divergences des politiques monétaires. L'inflation aux Etats-Unis a en effet de nouveau surpris à la hausse en mars à 3.5%, avant de refluer en avril (3.4%) et en mai (3.3%). L'inflation en zone euro s'est révélée plus persistante que prévu, avec une évolution entre 2.4% et 2.6% ce trimestre, dans un contexte de reprise économique. La croissance du PIB au T1 a en effet surpris favorablement en Europe et aux Etats-Unis, avec la poursuite d'une hausse de la consommation des ménages. Les enquêtes des directeurs d'achat (PMI) de mars à

[2] Consensus Bloomberg au 31/12/2023.
[3] Consensus Bloomberg au 31/03/2024.

mai ont signalé que la croissance de l'activité privée se poursuivrait en Europe, grâce à la dynamique des services et malgré les difficultés du secteur industriel. Les risques inflationnistes ont semblé plus élevés aux Etats-Unis qu'en Europe, car la demande américaine reste dynamique et supérieure à son potentiel, ce qui n'est pas le cas en Europe où les contraintes d'offre dominent. Aussi la Réserve Fédérale américaine a renouvelé des signaux de vigilance quant au démarrage de son cycle d'assouplissement monétaire, ce qui n'a pas manqué d'influencer les banques centrales des pays émergents qui subissent des risques sur leurs devises. L'inflation des pays émergents est en effet plus élevée que dans les pays développés, et les risques inflationnistes sont exacerbés dans un contexte d'incertitudes géopolitiques, de volatilité des prix du pétrole et du gaz, et de forte remontée des cours du blé et du cuivre. Enfin l'augmentation des anticipations de différentiels de taux des banques centrales ont en partie pesé sur les devises émergentes, ce qui a entretenu une inflation élevée via les prix des biens importés. En Chine, les publications économiques se sont révélées mitigées, avec une faiblesse de la demande intérieure et une inflation atone (0.2% en juin). Cependant, les autorités chinoises ont poursuivi leur soutien au secteur immobilier, notamment via des mesures macroprudentielles et la conversion des logements invendus en logements sociaux. La dynamique des exportations chinoises s'est maintenue au T2, malgré les tensions commerciales avec les Etats-Unis et les risques d'escalade, avec l'imposition de nouveaux droits de douane, notamment sur les véhicules électriques, panneaux solaires ou batteries lithium-on.

Panorama financier

Au troisième trimestre (T3) 2023, les investisseurs ont continué de repousser leurs attentes quant à l'échéance et l'ampleur des baisses de taux directeurs, ce qui a pesé sur les marchés obligataires des pays développés et émergents. Dans le même temps, les inquiétudes sur la soutenabilité de la dette américaine, mais aussi en Europe, ont contribué à la remontée des taux longs, et une moindre inversion des courbes de taux 2-10 ans. Ainsi la hausse des primes de terme a reflété l'augmentation de la rémunération demandée par les investisseurs pour la détention de titres à longues maturités dans un contexte où l'inflation risque d'être plus persistante. Elle répond aussi à la poursuite de la normalisation des bilans des banques centrales. La Réserve fédérale américaine (Fed) poursuit en effet la vente active des obligations souveraines détenues dans son bilan, et la Banque centrale européenne a arrêté de réinvestir la totalité de ses titres arrivant à maturité dans le cadre de son programme régulier. Dans ce contexte, les rendements souverains 10 ans ont bondi au T3, proches des niveaux de 2007 aux Etats-Unis (+73pdb au T3 à 4.57% à fin septembre). En zone euro, les rendements souverains ont rejoint leurs niveaux de 2011, en Allemagne (2.84% à fin septembre, soit +45pdb au T3) et en France (+47pdb à 3.40%). Les annonces budgétaires en zone euro, avec des prévisions économiques optimistes et des efforts jugés insuffisants sur la trajectoire de la dette ont entraîné une hausse des rendements plus rapides sur les obligations de la périphérie de la zone euro comparée à l'Allemagne, notamment en Italie (+71pdb 4.78%), en Grèce (+69pdb 4.34%) et en Espagne (+55pdb 3.93%). Sur les marchés de crédit, les « spreads » de crédit (ou écarts de taux) se sont resserrés dans l'ensemble, à l'exception du segment High Yield américain fragilisé par la perspective de politiques monétaires plus durablement restrictives. Les difficultés du secteur immobilier chinois et le durcissement des conditions financières ont contribué au recul des marchés boursiers (indice MSCI World*), de -2.4% en variation trimestrielle (t/t), avec les sous-performances de la Chine (MSCI -4.5% t/t), Taiwan (-7.1% t/t) et la Corée du sud (-6.6% t/t). Les prix du pétrole (WTI) ont bondi de +29% t/t à USD 90.8 USD le baril suite à la baisse des stocks de brut aux Etats-Unis, et aux annonces de l'Arabie Saoudite et de la Russie qui prolongeront les réductions de leurs productions jusqu'à la fin d'année. Enfin sur les marchés des changes, la résilience de l'économie américaine, en découplage face au ralentissement plus prononcé en Chine et en Europe a favorisé la remontée du dollar américain contre les devises de ses partenaires (indice DXY[4] +3.2% t/t).

[4] Indice DXY : indice du dollar américain par rapport à six autres devises : l'euro, le yen japonais, la livre sterling, le dollar canadien, le franc suisse et la couronne suédoise.

Au quatrième trimestre (T4) 2023, les marchés sont brusquement repartis à la hausse (indice MSCI* World +9.5% en variation trimestrielle t/t ; +22.2% en variation annuelle a/a) à la suite des publications d'inflation inférieures aux attentes, et cela malgré la montée des risques géopolitiques au Proche-Orient. Ces derniers ont fait bondir les prix de l'or (+11.6% t/t) et du blé (9.5% t/t), sans pour autant malgré tout déclencher un emballement des prix de l'énergie, bien au contraire : pétrole WTI -21.7% t/t à 71.7 USD/ baril ; prix du gaz -7% t/t. Les bonnes surprises sur le front de l'inflation aux Etats-Unis et en Europe ont dominé malgré le ralentissement économique, ce qui permet d'envisager un scénario de « soft landing » ou ralentissement en douceur, plutôt que de forte récession. Ce scénario « soft landing » dominant a donc entraîné une surperformance des marchés boursiers des pays développés (indice MSCI DM +10% t/t ; +23.7% a/a) contre ceux des pays émergents (indice MSCI EM +5.6% t/t ; +10.3% a/a). Le recul de la bourse chinoise (indice MSCI -4.8% t/t ; -10.3% a/a) a en effet plombé l'indice régional, malgré les forts rebonds observés au Mexique (indice MSCI +15.8% t/t ; +23% a/a), au Brésil (indice MSCI +14.6% t/t ; +22.7% a/a) ou en Inde ((indice MSCI +22% t/t ; +12% a/a). Dans le contexte d'une désinflation plus rapide que prévu, les marchés ont perçu un revirement baissier des anticipations de taux des banques centrales. La Réserve Fédérale américaine (Fed) a d'ailleurs confirmé ce biais plus accommodant en décembre avec de nouvelles prévisions médianes sur les taux officiels qui intègrent 75pdb de baisses pour 2024. Ce virage plus accommodant est cependant moins net en Europe. La Banque Centrale européenne (BCE) est restée plutôt vigilante sur les perspectives d'inflation en raison des hausses salariales et des risques de perte de productivité. Au Royaume-Uni, la Banque d'Angleterre a conservé un biais de politique monétaire restrictive. Au final, les marchés ont intégré des attentes d'assouplissement monétaire d'environ -150pdb en 2024, bien plus élevées que celles suggérées par les communications des banques centrales. Dans ce contexte, les marchés obligataires ont enregistré de belles performances au T4. Sur les marchés de crédit, les segments des obligations les plus risquées (High Yield HY) aux Etats-Unis et en Europe ont surperformé les segments moins risqués (Investment Grade IG). Les rendements 10 ans des obligations souveraines ont globalement baissé, et surtout sur les marchés des pays développés : -69pdb aux Etats-Unis, à 3.88% ; -81pdb en Allemagne, à 2.02% ; -84pdb en France à 2.56% -90pdb au Royaume-Uni à 3.54%, et -108.2pdb en Italie à 3.70%. Le virage plus accommodant de la Fed a entraîné une baisse du dollar US face aux devises de ses partenaires (indice DXY -4.6% t/t) avec, dans un contexte de tensions géopolitiques, une surperformance du franc suisse (+8.8% t /t) et du yen (+5.9%).

Au premier trimestre 2024 (T1), la solidité de l'économie américaine a entretenu le revirement haussier des marchés d'actions amorcé le trimestre précédent (indice MSCI* World +9.5% en variation trimestrielle t/t au T1 2024). La bourse américaine (MSCI* Etats-Unis +10.4%) a surperformé l'indice mondial, ainsi que les places au Japon (+19.3%) et en zone euro (+10.3%). L'appétit pour le risque a été alimenté par des résultats d'entreprises généralement favorables et la diminution des craintes de récession. Cet environnement a également favorisé les marchés de crédit aux Etats-Unis et en Europe, notamment les segments des obligations les plus risquées (High Yield HY) qui ont surperformé les segments moins risqués (Investment Grade IG). A l'inverse ce contexte n'a pas été aussi bénéfique aux bourses émergentes (MSCI EM +4.6%), et a pénalisé les marchés obligataires qui avaient intégré d'importantes anticipations d'assouplissements monétaires. Début janvier, les marchés anticipaient déjà des baisses de taux conséquentes sur l'année 2024, notamment pour la Réserve Fédérale américaine (Fed) et la Banque centrale européenne (BCE) (environ 150 points de base), mais aussi pour les banques centrales d'Amérique latine. La dynamique plus forte que prévu de l'économie américaine, et la persistance de l'inflation ont entraîné un retournement de ces anticipations qui, fin mars, n'intégraient plus que des baisses de 75 points de base (pdb) pour la Fed, et 100 pdb pour la BCE. En conséquence, les taux souverains se sont fortement redressés au T1: +32pdb à 4.20% aux Etats-Unis, +27pdb à 2.30% en Allemagne, +39pdb à 3.93% au Royaume-Uni, avec un mouvement similaire sur les places émergentes. Le report du cycle de baisses des taux de la Réserve fédérale a permis un différentiel de rendements favorable au dollar US (indice DXY[6] +3% au T1), notamment au détriment du yen japonais (-6.8% contre dollar US au T1) et du franc suisse (-6.7%). Le franc suisse a été pénalisé par les perspectives monétaires de la Banque Nationale Suisse (BNS). Son président a en effet suggéré en janvier que la BNS était

moins favorable à un franc suisse fort. La BNS a ainsi été la première des banques centrales des économies développées à réduire son taux directeur dès mars, de 1.75% à 1.50%. Enfin, les tensions au Proche-Orient ont continué de soutenir les prix du baril de pétrole (WTI +16% à USD 83) et de l'or (+8% à USD 2230 l'once).

Le second trimestre 2024 (T2) a été essentiellement marqué par les incertitudes liées au cycle de baisses des taux américains, mais aussi par les développements politiques, notamment en France, ce qui a pénalisé les marchés obligataires. Les rendements 10 ans des obligations souveraines ont ainsi continué de monter au T2 : +20pdb à 4.40% aux Etats-Unis et à 2.50% en Allemagne, ou +24pdb au Royaume-Uni à 4.17%. Cet environnement a favorisé la poursuite de l'appréciation du dollar US (indice DXY[6] +1.3% au T2), notamment au détriment du yen japonais (-5.9% contre dollar US au T2), du peso mexicain (-9.6%) ou du réal brésilien (-10.9%). Les développements politiques ont exacerbé les évolutions de marchés, avec un accueil favorable aux suites des élections en Afrique du Sud et en Inde, contrairement au Mexique. En France, la dissolution surprise du parlement au lendemain des résultats des élections au parlement européen, et le déclenchement d'élections législatives les 30 juin et 7 juillet ont entraîné un fort mouvement d'aversion pour le risque. Les marchés obligataires et boursiers ont pris la mesure des risques de dérapages des finances publiques, ainsi que des incertitudes sur le respect des règles budgétaires européennes. En conséquence, le rendement 10 ans de la dette française a bondi de 49pdb à 3.30%, ce qui a entraîné à la hausse les rendements de la dette des pays européens les plus risqués : +26pdb à 3.42% sur l'obligation d'Etat espagnole, et + 39pdb à 4.07% sur leur équivalent italien. Très liés au risque souverain, les titres financiers ont aussi été sanctionnés, ainsi que le marché de crédit high yield et les actions de la zone euro (MSCI eurozone -1.2% en variation trimestrielle t/t). Les incertitudes politiques ont pénalisé les marchés des actions au Brésil (-2.5% t/t) et surtout au Mexique (-7.5% t/t). A l'inverse, les indices boursiers ont poursuivi leur progression aux Etats-Unis (+4.0% t/t), au Royaume-Uni (+3.6%), ou en Inde (+10% t/t), et se sont redressés en Chine (+7% t/t) ou en Afrique du Sud (+8.5%).

*Indices marchés actions MSCI exprimés en devises locales.
Source : données Bloomberg au 29/06/2024.

Politique de gestion

Le FCP, de classification AMF « actions internationales », a pour objectif de participer à la hausse des marchés d'actions français et internationaux tels que référencés dans l'indice *Morgan Stanley Capital International World* (MSCI World hedgé contre Euro).

L'indicateur de référence *MSCI World* est un indice publié par Morgan Stanley Capital International Inc. composé d'environ 1600 entreprises de grande capitalisation cotées sur les bourses de 23 pays développés, couvert contre le risque de change. Il est représentatif des plus grandes capitalisations mondiales des pays industrialisés. Le calcul de cet indice ne tient pas compte des dividendes détachés par les actions qui le composent.

L'équipe de gestion adopte une philosophie de gestion active, mettant en œuvre une stratégie d'investissement qui consiste à :

- réaliser une allocation géographique dynamique,
- sélectionner les marchés et les titres en fonction de leurs caractéristiques de rendement et de risque anticipées,
- réaliser un pilotage continu de l'exposition du portefeuille aux marchés d'actions.

Sur la période, la performance financière du fonds a été inférieure à celle de son indice de référence.

La contribution de l'allocation géographique a été positive dans toutes les zones. En Asie, le fonds a bénéficié de sa surexposition sur le Japon en début de période et de sa sous-exposition sur l'Australie en fin de période. En Amérique du Nord, la sous-exposition sur le Canada et la surexposition sur les Etats-Unis ont eu un impact légèrement favorable. En zone Euro, la surexposition sur l'Italie et les sous-expositions sur l'Allemagne et la France ont contribué positivement, tout comme la sous-exposition sur la Suisse en Europe ex-Euro.
La sélection de titres sur la zone Euro a en revanche eu un impact négatif.
L'exposition globale aux marchés est restée globalement neutre dans un contexte d'incertitude macro-économique et de multiplication des foyers de tensions géopolitiques de par le monde.

Performances

A la clôture de l'exercice, le Fonds affiche une performance de 17.54% sur la Part AC, 17.50% sur la Part AD (Coupons réinvestis) et de 18.36% pour la Part BC.

A titre de comparaison, l'indice de référence du Fonds a progressé de 19.79%.

La performance passée ne préjuge pas des résultats futurs du Fonds.

PEA

En application des dispositions de l'Article 91 quater L du Code Général des Impôts, Annexe 2, le Fonds est investi de manière permanente à 75% au moins en titres et droits mentionnés aux a, b et c du 1° du I de l'article L. 221-31 du Code monétaire et financier.
Proportion d'investissement effectivement réalisé au cours de l'exercice : 88.77%.

Informations sur les critères environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance (ESG)

Conformément à l'article L.533-22-1 du Code Monétaire et Financier, la politique sur la prise en compte dans la stratégie d'investissement des critères environnementaux, sociaux et de qualité gouvernance (critères ESG) est disponible sur le site internet de la société de gestion www.assetmanagement.hsbc.fr.

Non prise en compte des critères de durabilité environnementale des activités économiques du règlement (UE) 2020/852

Le Fonds ne promeut pas des caractéristiques environnementales ou sociales au sens de l'article 8 du règlement (UE) 2019/2088 du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (dit « Règlement SFDR ») ou n'a pas un objectif d'investissement durable au sens de l'article 9 dudit règlement européen.

Dans ce cadre, les investissements sous-jacents du Fonds ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental au sens du règlement (UE) 2020/852 du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 (dit « Règlement Taxonomie »).

Informations complémentaires en lien avec la réglementation sur les droits des actionnaires (SRD2)

Contribution aux performances à moyen et long terme

Au cours de la période sous revue, la stratégie d'investissement a été mise en œuvre de manière disciplinée et a donné des résultats conformes aux attentes qui nous permettent d'être confiants sur l'atteinte des objectifs de gestion en matière de performance et de risque sur l'horizon d'investissement recommandé pour ce Fonds.

Le Fonds a pour objectif de participer à la hausse des marchés d'actions français et internationaux tels que référencés dans l'indicateur de référence Morgan Stanley Capital International World (MSCI World) 100% Hedged to EUR Net Total Return Index. Le gérant adopte une philosophie de gestion active, mettant en oeuvre une stratégie d'investissement qui consiste à réaliser une allocation géographique dynamique, à sélectionner les marchés et les titres en fonction de leurs caractéristiques de rendement et de risques anticipés et à réaliser un pilotage continu de l'exposition du portefeuille aux marchés d'actions.

✓ **Principaux risques importants**
Le Fonds encourt des risques à titre principal et à titre accessoire dont la liste est disponible dans le prospectus du Fonds.

✓ **Taux de rotation**
Taux de rotation du portefeuille : 38.84%

La méthode utilisée pour le calcul du taux de rotation est la méthode SEC : TO annuel = Min (Achat val mob ; Vente Val mob) / AUM moyen

✓ **Gestion des conflits d'intérêts**
Au cours de l'exercice écoulé, il n'y a pas eu de conflits d'intérêts en lien avec les activités d'engagement.

Pendant cette période, la société de gestion a décidé d'avoir recours à un conseiller en vote, Institutional Shareholder Services (ISS), aux fins des activités d'engagement.

✓ **Prêt de titres**
La société de gestion ne pratique pas des opérations de prêt de titres durant l'exercice écoulé.

➢ **Informations relatives aux décisions d'investissement**
Le Fonds intervient de manière structurelle sur les marchés réglementés à terme, fermes et conditionnels, avec comme objectif de s'exposer de manière synthétique aux marchés d'actions internationaux. Il conclut des contrats d'échange sur rendement global (Total Return Swaps) pour réaliser son objectif de gestion tout en conservant son éligibilité au PEA. Il pourra également effectuer des opérations de gré à gré sur instruments financiers à terme à des fins de couverture éventuelle du risque de change.
A la date du prospectus aucune méthodologie d'intégration ESG ne peut être appliquée pour les instruments dérivés utilisés par le Fonds. La prise en compte par la société de gestion des risques en matière de durabilité dans les décisions d'investissement de ce Fonds n'est en conséquence pas pertinente. Les investissements sous-jacents à ce Fonds ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

Evénements intervenus sur le Fonds pendant l'exercice

➢ **Le 1er juillet 2023**

Conformément à la nouvelle doctrine de l'Autorité des marchés financiers (AMF) relative à la modernisation des modalités applicables à la présentation, au contenu et au prélèvement des frais administratifs externes à la société de gestion, la rubrique des « **Frais** » a été mise à jour dans le prospectus.
La liste exhaustive des frais du deuxième bloc renommé « **Frais de fonctionnement et autres services** » (anciennement frais administratifs externes à la société de gestion) du tableau des frais est désormais détaillée sous le tableau et n'est plus limitative.

Par ailleurs, les coûts récurrents et les scénarios de performances ont été actualisés dans les Documents d'Informations Clés (DIC).

➢ **Le 28 juin 2024**

Une information sur les politiques relative à l'investissement responsable du Groupe HSBC (politique charbon et politique énergétique) a été précisée dans le prospectus du Fonds.

Le paragraphe relatif aux restrictions à l'émission et au rachat de parts pour les résidents canadiens a fait l'objet d'une mise à jour dans le prospectus.

Par ailleurs, les coûts récurrents et les scénarios de performances ont été actualisés dans les Documents d'Informations Clés (DIC).

Information relative aux éléments de rémunération

HSBC Global Asset Management (France) a choisi conformément à la réglementation en vigueur de communiquer les informations relatives à la rémunération de son personnel pour la totalité des FIA et OPCVM de droit français qu'elle gère.

La rémunération versée par HSBC Global Asset Management (France) est composée d'une rémunération fixe et peut comprendre une composante variable sous forme de bonus discrétionnaire si les conditions économiques le permettent. Ces rémunérations variables ne sont pas liées à la performance des véhicules gérés. Il n'existe en outre pas d'intéressement aux plus-values.

HSBC Global Asset Management (France) applique la politique de rémunération du Groupe HSBC.

Cette politique Groupe intègre un grand nombre des principes énoncés dans la réglementation AIFM ainsi que dans la réglementation OPCVM.

HSBC Global Asset Management (France) a procédé à partir de 2014 à des aménagements de cette politique de rémunération afin de se conformer avec les règles spécifiques de la réglementation AIFM puis à la réglementation UCITS concernant la gestion de fonds conformes à ces réglementations respectives.

HSBC Global Asset Management (France) a notamment mis en place un mécanisme d'indexation en instruments sur la base d'un indice indexé sur un panier représentatif de tous les OPC dont la société de gestion est HSBC Global Asset Management (France) à l'exception des FCPE dits d'actionnariat salarié pour l'ensemble des collaborateurs qui bénéficient d'une rémunération différée dans le cadre à la fois de la réglementation AIFM et de la réglementation OPCVM.

La politique de rémunération de HSBC Global Asset Management (France) n'a pas d'incidence sur le profil de risque des FIA et des OPCVM.

FCP HSBC ACTIONS MONDE

La politique de rémunération complète de HSBC Global Asset Management (France) est disponible sur son site internet à l'adresse suivante : www.assetmanagement.hsbc.fr.

Ventilation des rémunérations fixes et variables de la société pour l'exercice 2023

L'information relative au montant total des rémunérations versées par la société de gestion à son personnel et le montant agrégé entre les cadres supérieurs et les membres du personnel qui ont une incidence sur le profil de risque figure dans le tableau ci-dessous.

Les bénéficiaires des rémunérations au titre de l'année fiscale 2023 représentent une population de 316 personnes en 2023.

En 2023 et tel que défini dans la politique de rémunération d'HSBC Global Asset Management (France), 42 personnes ont été identifiées comme « Preneurs de risques » pour l'ensemble des portefeuilles gérés.

Les collaborateurs identifiés comme Preneurs de risques sont :

- Les membres du Conseil d'administration,
- Les dirigeants responsables et les membres du comité exécutif,
- Les responsables des pôles de gestion et du trading,
- Les responsables des ventes, produits et du marketing,
- Les responsables des fonctions de contrôle (risques, conformité et contrôle interne),
- Les responsables juridique, finance et des fonctions de support et administratives.

	2023				
	Rémunération fixe versée en 2023	**Rémunération variable versée en mars 2023 (au titre de la performance 2022) + rémunérations variables différées acquises en 2023**	**dont rémunération variable non-différée**	**dont rémunération variable différée (*)**	**total €**
Ensemble des collorateurs AMFR y compris détachés in et succursales (hors détachés out) - 316 collaborateurs	28 044 672 €	11 624 581 €	10 338 975 €	1 285 606 €	39 669 253 €
Dont personnel ayant une incidence sur le profil de risque des AIF (42 collaborateurs)**	7 364 899 €	5 389 839 €	4 158 019 €	1 231 820 €	12 754 738 €
Dont cadres supérieurs (15 collaborateurs)**	2 544 612 €	1 584 813 €	1 230 486 €	354 327 €	4 129 425 €

(*) Prend en compte les actions différées définitivement acquises en 2023 ainsi que le cash différé indexé payé en 2023.
(**) Prend en compte les personnes mises à disposition ou affectées au prorata du temps de présence dans l'entreprise.

La rémunération variable n'intègre pas la participation et l'intéressement perçus en 2023 par les collaborateurs.

Informations relatives aux techniques de gestion efficace de portefeuille et instruments financiers dérivés utilisés par le Fonds, en application de la position AMF n°2013-06

Techniques de gestion efficace du portefeuille

A la date de la clôture de l'exercice, le Fonds n'avait pas recours aux techniques de gestion efficace de portefeuille.

Instruments financiers dérivés

A la date de la clôture de l'exercice, le Fonds avait recours aux instruments financiers dérivés à hauteur de 1.54% de son actif net.

L'exposition ainsi générée par les contrats financiers était de :
- 0.05% pour les contrats de change à terme
- 1.58% pour les contrats de swap de taux

La contrepartie utilisée était :

- HSBC Continental Europe

Le Fonds a reçu un dépôt de garantie pour un montant de 11 884 737.28 euros en lien avec ces opérations.

Risque global

La société de gestion a choisi la méthode de calcul de la VaR relative pour mesurer le risque global du Fonds qu'elle gère. La VaR relative est le rapport entre la valeur en risque du Fonds et celle de son indice de référence.

La VaR est calculée selon une méthodologie paramétrique. Un modèle de risque de court terme permet de représenter la dynamique des paramètres de risque des marchés (volatilités et corrélations). Ce modèle s'appuie sur des historiques de données d'au moins 250 jours.

La VaR est calculée pour un intervalle de confiance unilatéral de 99% et une période de détention d'un jour (VaR 99% 1 jour). La VaR 99% 1 jour est convertie en une VaR d'intervalle de confiance 99% et de période de détention 20 jours (VaR 99% 20 jours) selon la méthode recommandée par le régulateur.

La performance du Fonds sera influencée par les fluctuations des marchés boursiers des pays référencés dans l'indice MSCI World 100% Hedged to EUR Net Total Return Index.

MSCI World 100% Hedged to EUR E Net Total Return Index :
Indice publié par Morgan Stanley Capital International Inc. composé d'environ 1600 entreprises de grande capitalisation cotées sur les bourses des 23 pays développés du MSCI World, couvert contre le risque de change. Il est représentatif des plus grandes capitalisations mondiales des pays industrialisés. Le calcul de cet indice ne tient pas compte des dividendes détachés par les actions qui composent l'indice.

L'administrateur MSCI Limited de l'indice de référence MSCI World 100% Hedged to EUR Net Total Return Index est inscrit sur le registre d'administrateurs et d'indices de référence tenu par l'ESMA. Des informations complémentaires sur l'indice de référence sont accessibles via le site internet de l'administrateur MSCI Limited : http://www.msci.com

Conformément au règlement (UE) 2016/1011 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016, la Société de Gestion dispose d'une procédure de suivi des indices de référence utilisés décrivant les mesures à mettre en œuvre en cas de modifications substantielles apportées à un indice ou de cessation de fourniture

Sur l'exercice, la VaR relative a représenté :

- en moyenne : 10.26%
- au minimum : 8.73%
- au maximum : 12.95%

En complément du suivi de la VaR, le niveau de levier du Fonds est également calculé.

Ainsi, à titre d'information, le levier calculé comme la somme des nominaux des positions sur les contrats financiers utilisés, a représenté sur l'exercice :

- en moyenne : 134.58%
- au minimum : 58.33%
- au maximum : 190.40%

Principaux mouvements dans le portefeuille au cours de l'exercice

Titres	Mouvements ("Devise de comptabilité")	
	Acquisitions	Cessions
DEUTSCHE BANK AG	24 831 202,60	22 496 849,33
NN GROUP NV	22 814 633,68	24 479 849,28
UNIVERSAL MUSIC GROUP NV	23 355 301,38	22 766 347,63
ING GROEP NV	22 197 250,08	18 787 380,75
DEUTSCHE BOERSE AG	19 863 701,30	20 770 633,20
ADIDAS NOM.	20 204 128,00	20 268 550,40
ROYAL PHILIPS	24 855 554,00	11 507 950,81
HEINEKEN	20 805 264,70	15 444 894,70
KONINKLIJKE KPN NV	20 938 227,72	15 222 121,57
AGEAS	17 944 028,63	18 112 000,00

Transparence des opérations de financement sur titres et de la réutilisation des instruments financiers – règlement SFTR – en devise de comptabilité de l'OPC (EUR)

Au cours de l'exercice, l'OPC n'a pas fait l'objet d'opération relevant de la réglementation SFTR.

Informations réglementaires

Rapport sur le suivi des risques

Observation générale :

Sur la période sous revue, les modalités d'évaluation et de suivi des risques mises en place pour la gestion du fonds n'ont pas conduit à l'identification d'anomalie significative relative à son exposition au risque de marché, risque de crédit, risque de contrepartie et risque de liquidité.

Par ailleurs, aucune anomalie ayant un impact significatif en termes de risque de valorisation n'a été identifiée sur ladite période.

	Anomalie(s) significatives identifiée(s) relative(s) à la clôture du Fonds	Observations
1	Risque de Marché	Néant
2	Risque de Crédit	Néant
3	Risque de Contrepartie	Néant
4	Risque de Liquidité	Néant
5	Risque de Valorisation	Néant

Procédure de sélection et d'évaluation des intermédiaires financiers

La société de gestion sélectionne les courtiers ou contreparties selon une procédure conforme à la réglementation qui lui est applicable. Dans le cadre de cette sélection, la société de gestion respecte à tout moment son obligation de « best execution ».

Les critères objectifs de sélection utilisés par la société de gestion sont notamment la qualité de l'exécution des ordres, les tarifs pratiqués, ainsi que la solidité financière de chaque courtier ou contrepartie.

Le choix des contreparties et des entreprises d'investissement, prestataires de services d'HSBC Global Asset Management (France) s'effectue selon un processus d'évaluation précis destiné à assurer à la société un service de qualité. Il s'agit d'un élément clé du processus de décision général qui intègre l'impact de la qualité du service du broker auprès de l'ensemble de nos départements : Gestion, Analyse financière et crédit, Négociation et Middle-Office, Juridique.

Le choix des contreparties peut se porter sur une entité liée au Groupe HSBC ou au dépositaire du Fonds.

La "Politique de meilleure exécution et de sélection des intermédiaires" est détaillée sur le site Internet de la société de gestion www.assetmanagement.hsbc.fr.

Rapport des frais d'intermédiation

Conformément à l'article 321-122 du Règlement Général de l'AMF et si les modalités prévues par ce même article sont remplies, le compte rendu relatif aux frais d'intermédiation pour l'exercice précédent est disponible sur le site Internet de la société de gestion : www.assetmanagement.hsbc.fr.

Exercice des droits de vote

La politique de vote de la société de gestion, ainsi que le rapport rendant compte des conditions dans lesquelles les droits de vote ont été exercés peuvent être consultés sur le site Internet de la société de gestion : www.assetmanagement.hsbc.fr.

Utilisation d'instruments financiers gérés par la société de gestion ou une société liée

Le tableau des instruments financiers gérés par la société de gestion ou une société liée se trouve dans les annexes des comptes annuels du Fonds.

Politique relative aux conflits d'intérêt

Le Groupe HSBC, ou ses sociétés affiliées (ci-après dénommées HSBC), de par son envergure mondiale et le large éventail de services financiers proposés, est susceptible de temps à autre d'avoir des intérêts divergents de ceux de ses clients ou entrant en conflit avec les devoirs qu'il a à l'égard de ses clients. Il peut s'agir de conflits entre les intérêts d'HSBC, de ses sociétés affiliées ou de ses collaborateurs d'une part, et les intérêts de ses clients d'autre part, ou encore de conflits entre les clients eux-mêmes.

HSBC a défini des procédures dont l'objectif est d'identifier et de gérer de tels conflits, notamment des dispositions organisationnelles et administratives ayant vocation à protéger les intérêts des clients. Cette politique s'appuie sur un principe simple : les personnes prenant part à différentes activités induisant un conflit d'intérêts sont tenues d'exécuter lesdites activités indépendamment les unes des autres.

Le cas échéant, HSBC met en œuvre des mesures qui permettent de restreindre la transmission d'informations à certains collaborateurs, afin de protéger les intérêts des clients et de prévenir tout accès indu aux informations concernant les clients.

HSBC peut également agir pour compte propre et avoir comme contrepartie un client ou encore « matcher » les ordres de ses clients. Des procédures sont prévues pour protéger les intérêts des clients dans ce cas de figure.

Dans certains cas, les procédures et les contrôles de HSBC peuvent ne pas être suffisants afin de garantir qu'un conflit potentiel ne puisse porter atteinte aux intérêts d'un client. Dans ces circonstances, HSBC informe le client du conflit d'intérêts potentiel afin d'obtenir son accord exprès pour poursuivre l'activité. En tout état de cause, HSBC pourra refuser d'intervenir dans des circonstances où il existerait in fine un risque résiduel d'atteinte aux intérêts d'un client.

FCP HSBC ACTIONS MONDE

Certification du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

KPMG S.A.
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
France

Fonds Commun de Placement
HSBC ACTIONS MONDE

Coeur Défense - 110, esplanade du Général de Gaulle - 92400 Courbevoie

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 28 juin 2024

Aux porteurs de part,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la société de gestion, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'organisme de placement collectif HSBC ACTIONS MONDE constitué sous forme de fonds commun de placement relatifs à l'exercice clos le 28 juin 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du fonds commun de placement à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er juillet 2023 à la date d'émission de notre rapport.

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 14-30080101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment pour ce qui concerne les instruments financiers en portefeuille, et sur la présentation d'ensemble des comptes, au regard du plan comptable des organismes de placement collectif à capital variable.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion établi par la société de gestion

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et règlementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par la société de gestion.

Responsabilités de la société de gestion relatives aux comptes annuels

Il appartient à la société de gestion d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la société de gestion d'évaluer la capacité du fonds commun de placement à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le fonds commun de placement ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été établis par la société de gestion.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fonds commun de placement.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la société de gestion, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la société de gestion de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du fonds commun de placement à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense

KPMG S.A.

Signature numérique de
Christophe Coquelin
KPMG le 03/01/2025 18:05:03

Christophe Coquelin
Associé

FCP HSBC ACTIONS MONDE

Comptes Annuels

Bilan Actif

Bilan Actif au 28/06/2024
Portefeuille : 800005 HSBC ACTIONS MONDE

	28/06/2024	30/06/2023
IMMOBILISATIONS NETTES		
DÉPÔTS		
INSTRUMENTS FINANCIERS	**237 978 876,87**	**209 539 963,96**
Actions et valeurs assimilées	**230 056 327,75**	**199 134 590,32**
Négociées sur un marché réglementé ou assimilé	230 056 327,75	199 134 590,32
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé		
Obligations et valeurs assimilées		
Négociées sur un marché réglementé ou assimilé		
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé		
Titres de créances		
Négociés sur un marché réglementé ou assimilé		
Titres de créances négociables		
Autres titres de créances		
Non négociés sur un marché réglementé ou assimilé		
Organismes de placement collectif	**2 646 904,40**	**4 377 343,29**
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays	2 646 904,40	4 377 343,29
Autres Fonds destinés à des non professionnels et équivalents d'autres pays Etats membres de l'UE		
Fonds professionnels à vocation générale et équivalents d'autres Etats membres de l'UE et organismes de titrisations cotés		
Autres Fonds d'investissement professionnels et équivalents d'autres Etats membres de l'UE et organismes de titrisations non cotés		
Autres organismes non européens		
Opérations temporaires sur titres		
Créances représentatives de titres reçus en pension		
Créances représentatives de titres prêtés		
Titres empruntés		
Titres donnés en pension		
Autres opérations temporaires		
Instruments financiers à terme	**5 275 644,72**	**6 028 030,35**
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	1 147 160,82	6 028 030,35
Autres opérations	4 128 483,90	
Autres instruments financiers		
CRÉANCES	**24 967 643,47**	**30 320 855,44**
Opérations de change à terme de devises	7 974 015,40	7 858 554,24
Autres	16 993 628,07	22 462 301,20
COMPTES FINANCIERS	**17 750 289,24**	**13 937 768,31**
Liquidités	17 750 289,24	13 937 768,31
TOTAL DE L'ACTIF	**280 696 809,58**	**253 798 587,71**

Bilan Passif

Bilan Passif au 28/06/2024
Portefeuille : 800005 HSBC ACTIONS MONDE

	28/06/2024	30/06/2023
CAPITAUX PROPRES		
Capital	216 600 437,24	214 043 299,93
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées (a)		
Report à nouveau (a)	380,81	
Plus et moins-values nettes de l'exercice (a,b)	39 342 706,03	11 754 093,17
Résultat de l'exercice (a,b)	4 634 829,17	418 347,66
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES *	**260 578 353,25**	**226 215 740,76**
** Montant représentatif de l'actif net*		
INSTRUMENTS FINANCIERS	**1 092 718,75**	**10 635 115,66**
Opérations de cession sur instruments financiers		
Opérations temporaires sur titres		
Dettes représentatives de titres donnés en pension		
Dettes représentatives de titres empruntés		
Autres opérations temporaires		
Instruments financiers à terme	1 092 718,75	10 635 115,66
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	1 092 718,75	5 751 944,90
Autres opérations		4 883 170,76
DETTES	**18 544 685,98**	**16 371 703,60**
Opérations de change à terme de devises	8 099 024,21	7 750 687,44
Autres	10 445 661,77	8 621 016,16
COMPTES FINANCIERS	**481 051,60**	**576 027,69**
Concours bancaires courants	481 051,60	576 027,69
Emprunts		
TOTAL DU PASSIF	**280 696 809,58**	**253 798 587,71**

(a) Y compris comptes de régularisation
(b) Diminués des acomptes versés au titre de l'exercice

Hors-Bilan

Hors-Bilan au 28/06/2024
Portefeuille : 800005 HSBC ACTIONS MONDE

	28/06/2024	30/06/2023
OPÉRATIONS DE COUVERTURE		
Engagement sur marchés réglementés ou assimilés		
Engagement sur marché de gré à gré		
Swaps de performance		
ESTRON INDEX +0.06%	196 515 885,68	
Autres engagements		
AUTRES OPÉRATIONS		
Engagement sur marchés réglementés ou assimilés		
Contrats futures		
AEX FUT 0723		1 860 504,00
MEFF IBEX35 E 0723		859 500,00
OMXS30 FUT 0723		2 260 379,32
CAC 40 FUT 0723		2 297 255,00
HANG SENG FUT 0723		1 579 108,04
XEUR FSMI SWI 0923		1 160 493,83
OMX COP25 100 0723		1 936 287,51
AUSTRIA TR 0923		788 500,00
FTSE/MIB 0923		2 552 670,00
SIFS MSCI SIN 0723		729 475,11
SPI 200 FUT 0924	2 894 940,18	
XEUR FSMI SWI 0924	5 867 618,50	
FTSE/MIB 0924	1 334 640,00	
DAX 30 IND FU 0924	10 121 650,00	
OSE TOPIX FUT 0924	14 579 026,77	
FTSE 100 FUT 0924	9 588 818,78	
S&P TORONTO 6 0924	5 897 719,14	
AEX FUT 0724	185 244,00	
MEFF IBEX35 E 0724	2 501 480,00	
OMXS30 FUT 0724	5 564 845,81	
CAC 40 FUT 0724	5 919 075,00	
HANG SENG FUT 0724	1 474 771,74	
SIFS MSCI SIN 0724	801 008,61	
OMX COP25 100 0724	2 599 970,50	
SP 500 MINI 0923		157 356 152,61
SP 500 MINI 0924	189 073 058,08	
DAX 30 IND FU 0923		7 729 200,00
S&P TORONTO 6 0923		7 259 098,15

Hors-Bilan

Hors-Bilan au 28/06/2024
Portefeuille : 800005 HSBC ACTIONS MONDE

	28/06/2024	30/06/2023
OSE TOPIX FUT 0923		15 121 344,28
SPI 200 FUT 0923		6 608 602,81
FTSE 100 FUT 0923		13 709 421,43
Engagement sur marché de gré à gré		
Swaps de performance		
ESTRON -0.19%		161 697 816,75
Autres engagements		

Compte de Résultat

Compte de Résultat au 28/06/2024
Portefeuille : 800005 HSBC ACTIONS MONDE

	28/06/2024	30/06/2023
Produits sur opérations financières		
Produits sur dépôts et sur comptes financiers	909 400,70	419 710,00
Produits sur actions et valeurs assimilées	1 139 751,48	1 200 189,34
Produits sur obligations et valeurs assimilées		
Produits sur titres de créances		
Produits sur acquisitions et cessions temporaires de titres		
Produits sur instruments financiers à terme	6 337 882,52	2 242 351,96
Autres produits financiers		
TOTAL (1)	**8 387 034,70**	**3 862 251,30**
Charges sur opérations financières		
Charges sur acquisitions et cessions temporaires de titres		
Charges sur instruments financiers à terme		112 548,19
Charges sur dettes financières	96 322,80	129 819,70
Autres charges financières		
TOTAL (2)	**96 322,80**	**242 367,89**
RÉSULTAT SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES (1 - 2)	**8 290 711,90**	**3 619 883,41**
Autres produits (3)		
Frais de gestion et dotations aux amortissements (4)	3 608 483,97	3 186 672,60
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (L. 214-17-1) (1 - 2 + 3 - 4)	**4 682 227,93**	**433 210,81**
Régularisation des revenus de l'exercice (5)	-47 398,76	-14 863,15
Acomptes sur résultat versés au titre de l'exercice (6)		
RÉSULTAT (1 - 2 + 3 - 4 + 5 - 6)	**4 634 829,17**	**418 347,66**

FCP HSBC ACTIONS MONDE

Annexes

1. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont présentés sous la forme prévue par le règlement ANC n° 2014-01, modifié.

Les principes généraux de la comptabilité s'appliquent :
- image fidèle, comparabilité, continuité de l'activité,
- régularité, sincérité,
- prudence,
- permanence des méthodes d'un exercice à l'autre.

Le mode de comptabilisation retenu pour l'enregistrement des produits des titres à revenu fixe est celui des intérêts encaissés.

Les entrées et les cessions de titres sont comptabilisées frais exclus.
La devise de référence de la comptabilité du portefeuille est en euro.
La durée de l'exercice est de 12 mois.

Règles d'évaluation des actifs

Les instruments financiers sont enregistrés en comptabilité selon la méthode des coûts historiques et inscrits au bilan à leur valeur actuelle qui est déterminée par la dernière valeur de marché connue ou à défaut d'existence de marché par tous moyens externes ou par recours à des modèles financiers.
Les différences entre les valeurs actuelles utilisées lors du calcul de la valeur liquidative et les coûts historiques des valeurs mobilières à leur entrée en portefeuille sont enregistrées dans des comptes « différences d'estimation ».
Les valeurs qui ne sont pas dans la devise du portefeuille sont évaluées conformément au principe énoncé ci-dessous, puis converties dans la devise du portefeuille suivant le cours des devises au jour de l'évaluation.

Dépôts :

Les dépôts d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois sont valorisés selon la méthode linéaire.

Actions, obligations et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé :

Pour le calcul de la valeur liquidative, les actions et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé sont évaluées sur la base du dernier cours de bourse du jour.
Les obligations et valeurs assimilées sont évaluées au cours de clôture communiqués par différents prestataires de services financiers. Les intérêts courus des obligations et valeurs assimilées sont calculés jusqu'à la date de la valeur liquidative.

Actions, obligations et autres valeurs non négociées sur un marché réglementé ou assimilé :

Les valeurs non négociées sur un marché réglementé sont évaluées sous la responsabilité de la société de gestion en utilisant des méthodes fondées sur la valeur patrimoniale et le rendement, en prenant en considération les prix retenus lors de transactions significatives récentes.

Titres de créances négociables :

Les Titres de Créances Négociables et assimilés qui ne font pas l'objet de transactions significatives sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence défini ci-dessous, majoré le cas échéant d'un écart représentatif des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur :

- TCN dont l'échéance est inférieure ou égale à 1 an : Taux interbancaire offert en euros (Euribor) ;
- TCN dont l'échéance est supérieure à 1 an : Taux des Bons du Trésor à intérêts Annuels Normalisés (BTAN) ou taux de l'OAT (Obligations Assimilables du Trésor) de maturité proche pour les durées les plus longues.

Les Titres de Créances Négociables d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois pourront être évalués selon la méthode linéaire.

Les Bons du Trésor sont valorisés au taux du marché communiqué quotidiennement par la Banque de France ou les spécialistes des bons du Trésor.

OPC détenus :

Les parts ou actions d'OPC seront valorisées à la dernière valeur liquidative connue.

Opérations temporaires sur titres :

Les titres reçus en pension sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances représentatives des titres reçus en pension » pour le montant prévu dans le contrat, majoré des intérêts courus à recevoir.

Les titres donnés en pension sont inscrits en portefeuille acheteur pour leur valeur actuelle. La dette représentative des titres donnés en pension est inscrite en portefeuille vendeur à la valeur fixée au contrat majorée des intérêts courus à payer.

Les titres prêtés sont valorisés à leur valeur actuelle et sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances représentatives de titres prêtés » à la valeur actuelle majorée des intérêts courus à recevoir.

Les titres empruntés sont inscrits à l'actif dans la rubrique « titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat, et au passif dans la rubrique « dettes représentatives de titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat majoré des intérêts courus à payer.

Instruments financiers à terme :

Instruments financiers à terme négociés sur un marché réglementé ou assimilé :

Les instruments financiers à terme négociés sur les marchés réglementés sont valorisés au cours de compensation du jour.

Instruments financiers à terme non négociés sur un marché réglementé ou assimilé :

Les Swaps :

Les contrats d'échange de taux d'intérêt et/ou de devises sont valorisés à leur valeur de marché en fonction du prix calculé par actualisation des flux d'intérêts futurs aux taux d'intérêts et/ou de devises de marché. Ce prix est corrigé du risque de signature.

Les swaps d'indice sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence fourni par la contrepartie.

Les autres swaps sont évalués à leur valeur de marché ou à une valeur estimée selon les modalités arrêtées par la société de gestion.

Engagements Hors Bilan :

Les contrats à terme ferme sont portés pour leur valeur de marché en engagements hors bilan au cours utilisé dans le portefeuille.
Les opérations à terme conditionnelles sont traduites en équivalent sous-jacent.
Les engagements sur contrats d'échange sont présentés à leur valeur nominale, ou en l'absence de valeur nominale pour un montant équivalent.

Frais de gestion

Les frais de gestion et de fonctionnement recouvrent l'ensemble des frais relatif à l'OPC : gestion financière, administrative, comptable, conservation, distribution, frais d'audit...
Ces frais sont imputés au compte de résultat de l'OPC.
Les frais de gestion n'incluent pas les frais de transaction. Pour plus de précision sur les frais effectivement facturés à l'OPC, se reporter au prospectus.

Ils sont enregistrés au prorata temporis à chaque calcul de valeur liquidative.

Le cumul de ces frais respecte le taux de frais maximum de l'actif net indiqué dans le prospectus ou le règlement du fonds :

Frais facturés à l'OPCVM**		Assiette	Taux barème	
1	Frais de gestion financière(1)	Actif net quotidien	Parts AC et AD : 1.50% TTC maximum	Part BC : 0.75% TTC maximum
2	Frais de fonctionnement et autres services(2)	Actif net quotidien	Parts AC, AD et BC : 0.30% TTC maximum	
3	Frais indirects maximum (commissions et frais de gestion)	Actif net	Non significatifs*	
4	Commissions de mouvement	Prélèvement sur le montant de chaque transaction	Néant	
5	Commission de surperformance	Actif net quotidien	Néant	

**La part de l'actif net investie en OPC étant inférieure au seuil réglementaire de 20%.*

(1)*Un pourcentage des frais de gestion peut être rétrocédé à des tiers distributeurs afin de rémunérer l'acte de commercialisation de l'OPCVM.*

(2)Les frais de fonctionnement et autres services comprennent :
I. Frais d'enregistrement et de référencement de l'OPCVM :
- les frais liés à l'enregistrement de l'OPCVM dans d'autres Etats membres (y compris les frais facturés par des conseils (avocats, consultants, etc.) au titre de la réalisation des formalités de commercialisation auprès du régulateur local en lieu et place de la SGP) ;
- les frais de référencement de l'OPCVM et publications des valeurs liquidatives pour l'information des investisseurs ;
- les frais des plateformes de distribution (hors rétrocessions) ; Agents dans les pays étrangers qui font l'interface avec la distribution.

II. Frais d'information clients et distributeurs :
- les frais de constitution et de diffusion des DIC/prospectus et reportings règlementaires ;
- les frais liés aux communications d'informations réglementaires aux distributeurs ;
- les frais d'Information aux porteurs par tout moyen ;
- les informations particulières aux porteurs directs et indirects ;
- les coûts d'administration des sites internet ;
- les frais de traduction spécifiques à l'OPCVM.

III. Frais des données :
- les coûts de licence de l'indice de référence utilisé ;
- les frais des données utilisées pour rediffusion à des tiers.

IV. Frais de dépositaire, juridiques, audit, fiscalité, etc :
- les frais de commissariat aux comptes ;
- les frais liés au dépositaire ;
- les frais liés à la délégation de gestion administrative et comptable ;
- les frais fiscaux y compris avocat et expert externe (récupération de retenues à la source pour le compte du fonds, 'Tax agent' local...) ;
- les frais juridiques propres à l'OPCVM.

V. Frais liés au respect d'obligations règlementaires et aux reporting régulateurs :
- les frais de mise en œuvre des reportings réglementaires au régulateur spécifiques à l'OPCVM ;
- les cotisations Associations professionnelles obligatoires ;
- les frais de fonctionnement du déploiement des politiques de vote aux Assemblées Générales.

Pourront s'ajouter aux frais facturés à l'OPCVM et listés ci-dessus, les coûts suivants :

- les contributions dues pour la gestion de l'OPCVM en application du 4° du II de l'article L. 621-5-3 du code monétaire et financier ;
- les impôts, taxes, redevances et droits gouvernementaux (en relation avec l'OPCVM) exceptionnels et non récurrents ;
- les coûts exceptionnels et non récurrents en vue d'un recouvrement des créances (ex : Lehman) ou d'une procédure pour faire valoir un droit (ex : procédure de class action).

Swing pricing

La Société de gestion a mis en place une méthode d'ajustement de la valeur liquidative du Fonds dite de Swing Pricing avec seuil de déclenchement, aux fins de préserver l'intérêt des porteurs de parts présents dans le Fonds.

Ce mécanisme consiste à faire supporter aux investisseurs lors de mouvements de souscriptions et rachats significatifs le coût du réaménagement du portefeuille lié aux transactions d'investissement ou de désinvestissement pouvant provenir des frais de transactions, des fourchettes d'achat-vente, ainsi que des taxes ou impôts applicables à l'OPC.

Dès lors que le solde net des ordres de souscriptions et de rachats des investisseurs est supérieur à un seuil prédéterminé, dit seuil de déclenchement, il est procédé à un ajustement de la valeur liquidative.

La valeur liquidative est ajustée à la hausse ou à la baisse si le solde des souscriptions - rachats est respectivement positif ou négatif afin de prendre en compte les coûts de réajustement imputables aux ordres de souscriptions et rachats nets.

Le seuil de déclenchement est exprimé en pourcentage de l'actif net du Fonds.

Les paramètres de seuil de déclenchement et de facteur d'ajustement de la valeur liquidative sont déterminés par la Société de gestion et revus périodiquement.

La valeur liquidative ajustée, dite "swinguée" est la seule valeur liquidative du Fonds, par voie de conséquence elle est la seule communiquée aux porteurs de parts et publiée.

En raison de l'application du Swing Pricing avec seuil de déclenchement, la volatilité de l'OPC peut ne pas provenir uniquement de celle des instruments financiers détenus en portefeuille.

Conformément aux dispositions réglementaires la société de gestion ne communique pas sur les niveaux de seuil de déclenchement et veille à ce que les circuits d'information internes soient restreints afin de préserver le caractère confidentiel de l'information.

Affectation des sommes distribuables

Définition des sommes distribuables

Les sommes distribuables sont constituées par :

Le résultat :

Le résultat net augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde de régularisation des revenus.
Le résultat net de l'exercice est égal au montant des intérêts, arrérages, dividendes, primes et lots, rémunération ainsi que tous produits relatifs aux titres constituant le portefeuille de l'OPC majoré du produit des sommes momentanément disponibles et diminué des frais de gestion et de la charge des emprunts.

FCP HSBC ACTIONS MONDE

Les Plus et Moins-values :

Les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais, constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus-values.

Modalités d'affectation des sommes distribuables :

Part(s)	*Affectation du résultat net*	*Affectation des plus ou moins-values nettes réalisées*
Part HSBC ACTIONS MONDE AC	Capitalisation	Capitalisation
Part HSBC ACTIONS MONDE AD	Distribution	Capitalisation et/ou Distribution, par décision de la société de gestion
Part HSBC ACTIONS MONDE BC	Capitalisation	Capitalisation

2. Evolution de l'Actif Net

Evolution de l'Actif Net au 28/06/2024
Portefeuille : 800005 HSBC ACTIONS MONDE

	28/06/2024	30/06/2023
ACTIF NET EN DÉBUT D'EXERCICE	**226 215 740,76**	**194 469 309,92**
Souscriptions (y compris les commissions de souscriptions acquises à l'OPC)	26 144 473,77	28 641 994,72
Rachats (sous déduction des commissions de rachat acquises à l'OPC)	-31 026 691,68	-25 308 866,15
Plus-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	54 679 908,33	24 637 663,10
Moins-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	-17 381 177,20	-18 610 578,87
Plus-values réalisées sur instruments financiers à terme	49 647 869,53	46 290 456,13
Moins-values réalisées sur instruments financiers à terme	-46 822 874,05	-39 938 727,99
Frais de transactions	-128 573,11	-125 858,38
Différences de change	-496 762,86	-1 235 419,18
Variations de la différence d'estimation des dépôts et instruments financiers	-9 167 832,45	28 938 354,38
Différence d'estimation exercice N	*-1 101 030,73*	*8 066 801,72*
Différence d'estimation exercice N-1	*-8 066 801,72*	*20 871 552,66*
Variations de la différence d'estimation des instruments financiers à terme	4 243 285,87	-11 975 797,73
Différence d'estimation exercice N	*5 054 881,70*	*811 595,83*
Différence d'estimation exercice N-1	*-811 595,83*	*-12 787 393,56*
Distribution de l'exercice antérieur sur plus et moins-values nettes		
Distribution de l'exercice antérieur sur résultat	-11 241,59	
Résultat net de l'exercice avant compte de régularisation	4 682 227,93	433 210,81
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur plus et moins-values nettes		
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur résultat		
Autres éléments		
ACTIF NET EN FIN D'EXERCICE	**260 578 353,25**	**226 215 740,76**

3. Compléments d'information

3.1. VENTILATION PAR NATURE JURIDIQUE OU ECONOMIQUE DES INSTRUMENTS FINANCIERS

	Montant	%
ACTIF		
OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILÉES		
TOTAL OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILÉES		
TITRES DE CRÉANCES		
TOTAL TITRES DE CRÉANCES		
PASSIF		
OPÉRATIONS DE CESSION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS		
TOTAL OPÉRATIONS DE CESSION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS		
HORS-BILAN		
OPÉRATIONS DE COUVERTURE		
Autres	196 515 885,68	75,42
TOTAL OPÉRATIONS DE COUVERTURE	**196 515 885,68**	**75,42**
AUTRES OPÉRATIONS		
Actions	258 403 867,11	99,17
TOTAL AUTRES OPÉRATIONS	**258 403 867,11**	**99,17**

3.2. VENTILATION PAR NATURE DE TAUX DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN

	Taux fixe	%	Taux variable	%	Taux révisable	%	Autres	%
ACTIF								
Dépôts								
Obligations et valeurs assimilées								
Titres de créances								
Opérations temporaires sur titres								
Comptes financiers							17 750 289,24	6,81
PASSIF								
Opérations temporaires sur titres								
Comptes financiers							481 051,60	0,18
HORS-BILAN								
Opérations de couverture								
Autres opérations								

3.3. VENTILATION PAR MATURITE RESIDUELLE DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN(*)

	< 3 mois	%	]3 mois - 1 an]	%	]1 - 3 ans]	%	]3 - 5 ans]	%	> 5 ans	%
ACTIF										
Dépôts										
Obligations et valeurs assimilées										
Titres de créances										
Opérations temporaires sur titres										
Comptes financiers	17 750 289,24	6,81								
PASSIF										
Opérations temporaires sur titres										
Comptes financiers	481 051,60	0,18								
HORS-BILAN										
Opérations de couverture										
Autres opérations										

(*) Les positions à terme de taux sont présentées en fonction de l'échéance du sous-jacent.

3.4. VENTILATION PAR DEVISE DE COTATION OU D'EVALUATION DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN (HORS EUR)

	Devise 1 USD		Devise 2 JPY		Devise 3 GBP		Devise N AUTRE(S)	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
ACTIF								
Dépôts								
Actions et valeurs assimilées								
Obligations et valeurs assimilées								
Titres de créances								
OPC								
Opérations temporaires sur titres								
Créances	8 081 362,26	3,10	682 083,28	0,26	456 438,05	0,18	1 385 779,93	0,53
Comptes financiers	1 525 633,77	0,59	517 304,26	0,20			326 500,04	0,13
PASSIF								
Opérations de cession sur instruments financiers								
Opérations temporaires sur titres								
Dettes	8 099 024,21	3,11						
Comptes financiers					303 833,73	0,12	177 217,87	0,07
HORS-BILAN								
Opérations de couverture								
Autres opérations	189 073 058,08	72,56	14 579 026,77	5,59	9 588 818,78	3,68	25 100 874,48	9,63

3.5. CREANCES ET DETTES : VENTILATION PAR NATURE

	Nature de débit/crédit	28/06/2024
CRÉANCES		
	Fonds à recevoir sur vente à terme de devises	7 974 015,40
	Ventes à règlement différé	5 100 787,12
	Dépôts de garantie en espèces	11 884 737,28
	Coupons et dividendes en espèces	6 063,25
	Autres créances	2 040,42
TOTAL DES CRÉANCES		**24 967 643,47**
DETTES		
	Vente à terme de devise	8 099 024,21
	Achats à règlement différé	7 302 807,52
	Frais de gestion fixe	342 854,25
	Collatéraux	2 800 000,00
TOTAL DES DETTES		**18 544 685,98**
TOTAL DETTES ET CRÉANCES		**6 422 957,49**

3.6. CAPITAUX PROPRES

3.6.1. Nombre de titres émis ou rachetés

	En parts	En montant
Part HSBC ACTIONS MONDE AC		
Parts souscrites durant l'exercice	1 084 476,33100	25 434 789,03
Parts rachetées durant l'exercice	-1 257 186,58000	-29 556 014,33
Solde net des souscriptions/rachats	-172 710,24900	-4 121 225,30
Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice	9 620 539,24700	
Part HSBC ACTIONS MONDE AD		
Parts souscrites durant l'exercice	5 837,14400	112 265,63
Parts rachetées durant l'exercice	-45 366,75400	-897 873,50
Solde net des souscriptions/rachats	-39 529,61000	-785 607,87
Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice	336 195,13000	
Part HSBC ACTIONS MONDE BC		
Parts souscrites durant l'exercice	40 297,960	597 419,11
Parts rachetées durant l'exercice	-39 153,547	-572 803,85
Solde net des souscriptions/rachats	1 144,413	24 615,26
Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice	310 519,280	

3.6.2. Commissions de souscription et/ou rachat

	En montant
Part HSBC ACTIONS MONDE AC	
Total des commissions acquises	
Commissions de souscription acquises	
Commissions de rachat acquises	
Part HSBC ACTIONS MONDE AD	
Total des commissions acquises	
Commissions de souscription acquises	
Commissions de rachat acquises	
Part HSBC ACTIONS MONDE BC	
Total des commissions acquises	
Commissions de souscription acquises	
Commissions de rachat acquises	

3.7. FRAIS DE GESTION

	28/06/2024
Part HSBC ACTIONS MONDE AC	
Commissions de garantie	
Frais de gestion fixes	3 465 608,19
Pourcentage de frais de gestion fixes	1,54
Rétrocessions des frais de gestion	
Part HSBC ACTIONS MONDE AD	
Commissions de garantie	
Frais de gestion fixes	106 396,31
Pourcentage de frais de gestion fixes	1,54
Rétrocessions des frais de gestion	
Part HSBC ACTIONS MONDE BC	
Commissions de garantie	
Frais de gestion fixes	36 479,47
Pourcentage de frais de gestion fixes	0,79
Rétrocessions des frais de gestion	

3.8. ENGAGEMENTS REÇUS ET DONNES

3.8.1. Garanties reçues par l'OPC :

Néant.

3.8.2. Autres engagements reçus et/ou donnés :

Néant.

3.9. AUTRES INFORMATIONS

3.9.1. Valeur actuelle des instruments financiers faisant l'objet d'une acquisition temporaire

	28/06/2024
Titres pris en pension livrée	
Titres empruntés	

3.9.2. Valeur actuelle des instruments financiers constitutifs de dépôts de garantie

	28/06/2024
Instruments financiers donnés en garantie et maintenus dans leur poste d'origine	
Instruments financiers reçus en garantie et non-inscrits au bilan	

3.9.3. Instruments financiers détenus, émis et/ou gérés par le Groupe

	Code ISIN	Libellé	28/06/2024
Actions			
Obligations			
TCN			
OPC			2 646 904,40
	FR0000971277	HSBC SRI MONEY ZC	2 646 904,40
Instruments financiers à terme			196 515 885,68
	PSW038127	ESTRON INDEX +0.06%	196 515 885,68
Total des titres du groupe			**199 162 790,08**

3.10. TABLEAU D'AFFECTATION DES SOMMES DISTRIBUABLES

Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente au résultat

	28/06/2024	30/06/2023
Sommes restant à affecter		
Report à nouveau	380,81	
Résultat	4 634 829,17	418 347,66
Acomptes versés sur résultat de l'exercice		
Total	**4 635 209,98**	**418 347,66**

	28/06/2024	30/06/2023
Part HSBC ACTIONS MONDE AC		
Affectation		
Distribution		
Report à nouveau de l'exercice		
Capitalisation	4 382 104,46	369 015,51
Total	**4 382 104,46**	**369 015,51**

	28/06/2024	30/06/2023
Part HSBC ACTIONS MONDE AD		
Affectation		
Distribution	124 392,20	11 271,74
Report à nouveau de l'exercice	2 309,19	425,67
Capitalisation		
Total	**126 701,39**	**11 697,41**
Informations relatives aux parts ouvrant droit à distribution		
Nombre de parts	336 195,13000	375 724,74000
Distribution unitaire	0,37	0,03
Crédit d'impôt		
Crédit d'impôt attachés à la distribution du résultat	**3 211,62**	**4 018,99**

	28/06/2024	30/06/2023
Part HSBC ACTIONS MONDE BC		
Affectation		
Distribution		
Report à nouveau de l'exercice		
Capitalisation	126 404,13	37 634,74
Total	**126 404,13**	**37 634,74**

FCP HSBC ACTIONS MONDE

Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente aux plus et moins-values nettes

	28/06/2024	30/06/2023
Sommes restant à affecter		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées		
Plus et moins-values nettes de l'exercice	39 342 706,03	11 754 093,17
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice		
Total	**39 342 706,03**	**11 754 093,17**

	28/06/2024	30/06/2023
Part HSBC ACTIONS MONDE AC		
Affectation		
Distribution		
Plus et moins-values nettes non distribuées		
Capitalisation	37 477 664,52	11 172 977,36
Total	**37 477 664,52**	**11 172 977,36**

	28/06/2024	30/06/2023
Part HSBC ACTIONS MONDE AD		
Affectation		
Distribution		
Plus et moins-values nettes non distribuées		
Capitalisation	1 080 273,95	354 176,55
Total	**1 080 273,95**	**354 176,55**

	28/06/2024	30/06/2023
Part HSBC ACTIONS MONDE BC		
Affectation		
Distribution		
Plus et moins-values nettes non distribuées		
Capitalisation	784 767,56	226 939,26
Total	**784 767,56**	**226 939,26**

3.11. TABLEAU DES RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS CARACTERISTIQUES DE L'ENTITE AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

	30/06/2020	30/06/2021	30/06/2022	30/06/2023	28/06/2024
Actif net Global en EUR	**127 093 169,48**	**198 949 580,20**	**194 469 309,92**	**226 215 740,76**	**260 578 353,25**
Part HSBC ACTIONS MONDE AC en EUR					
Actif net	117 875 940,35	186 283 398,49	184 063 422,89	215 018 282,96	248 216 697,92
Nombre de titres	7 188 646,37200	8 566 891,34300	9 584 531,09400	9 793 249,49600	9 620 539,24700
Valeur liquidative unitaire	16,39	21,74	19,20	21,95	25,80
Capitalisation unitaire sur +/- values nettes		5,48	-0,84	1,14	3,89
Capitalisation unitaire sur résultat	-0,29	-0,31	-0,33	0,03	0,45
Part HSBC ACTIONS MONDE AD en EUR					
Actif net	6 160 552,86	7 531 005,33	6 257 493,61	6 815 942,51	7 155 107,93
Nombre de titres	454 707,14300	419 174,04500	394 362,95300	375 724,74000	336 195,13000
Valeur liquidative unitaire	13,54	17,96	15,86	18,14	21,28
Capitalisation unitaire sur +/- values nettes		4,53	-0,69	0,94	3,21
Distribution unitaire sur résultat				0,03	0,37
Crédit d'impôt unitaire				0,01	(*)
Capitalisation unitaire sur résultat	-0,24	-0,26	-0,27		
Part HSBC ACTIONS MONDE BC en EUR					
Actif net	3 056 676,27	5 135 176,38	4 148 393,42	4 381 515,29	5 206 547,40
Nombre de titres	295 563,753	371 645,160	337 403,737	309 374,867	310 519,280
Valeur liquidative unitaire	10,34	13,81	12,29	14,16	16,76
Capitalisation unitaire sur +/- values nettes		3,47	-0,54	0,73	2,52
Capitalisation unitaire sur résultat	-0,10	-0,11	-0,10	0,12	0,40

(*) Le crédit d'impôt unitaire ne sera déterminé qu'à la date de mise en distribution, conformément aux dispositions fiscales en vigueur.

3.12. INVENTAIRE DETAILLE DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
Actions et valeurs assimilées				
Actions et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé				
ALLEMAGNE				
ALLIANZ SE-REG	EUR	3 010	781 095,00	0,30
BASF SE	EUR	180 000	8 133 300,00	3,12
BRENNTAG AG NAMEN	EUR	8 092	509 472,32	0,20
CONTINENTAL AG	EUR	10 484	554 603,60	0,21
DAIMLER TRUCK HOLDING AG	EUR	13 972	519 339,24	0,20
DEUTSCHE BANK AG	EUR	871 127	12 986 761,32	4,98
DEUTSCHE LUFTHANSA NOMINATIVE	EUR	146 473	836 360,83	0,32
DEUTSCHE TELEKOM AG	EUR	60 398	1 418 145,04	0,54
DR ING HC F PORSCHE AG	EUR	9 627	669 269,04	0,26
GEA GROUP	EUR	23 818	926 520,20	0,36
MERCK KGA	EUR	60 000	9 285 000,00	3,57
MUENCHENER RUECKVERSICHERUNG AG	EUR	1 711	799 037,00	0,31
NEMETSCHEK	EUR	5 737	526 943,45	0,20
RATIONAL AG	EUR	1 076	836 590,00	0,32
SIEMENS AG-REG	EUR	33 937	5 895 535,64	2,26
TALANX AG	EUR	11 917	888 412,35	0,34
TOTAL ALLEMAGNE			**45 566 385,03**	**17,49**
AUTRICHE				
VERBUND	EUR	14 554	1 071 902,10	0,41
TOTAL AUTRICHE			**1 071 902,10**	**0,41**
BELGIQUE				
AGEAS	EUR	24 023	1 025 301,64	0,39
SYENSQO SA	EUR	6 237	521 226,09	0,20
TOTAL BELGIQUE			**1 546 527,73**	**0,59**
ESPAGNE				
AENA SME SA	EUR	3 124	587 312,00	0,23
BANCO DE BILBAO VIZCAYA S.A.	EUR	89 644	838 350,69	0,32
BANCO SANTANDER S.A.	EUR	148 993	645 214,19	0,25
INDITEX	EUR	25 918	1 201 558,48	0,46
REPSOL	EUR	39 082	575 873,27	0,22
TOTAL ESPAGNE			**3 848 308,63**	**1,48**
FINLANDE				
ELISA COMMUNICATION OXJ - A	EUR	22 611	968 655,24	0,37
TOTAL FINLANDE			**968 655,24**	**0,37**
FRANCE				
BUREAU VERITAS SA	EUR	50 364	1 302 413,04	0,50
CARREFOUR	EUR	42 212	557 198,40	0,22
EIFFAGE	EUR	13 557	1 162 648,32	0,44

3.12. INVENTAIRE DETAILLE DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
HERMES INTERNATIONAL	EUR	552	1 181 280,00	0,45
L'OREAL	EUR	2 444	1 002 162,20	0,39
LA FRANCAISE DES JEUX	EUR	19 278	613 040,40	0,24
LEGRAND SA	EUR	9 992	925 658,88	0,35
SODEXO / EX SODEXHO ALLIANCE	EUR	9 871	829 164,00	0,32
TOTALENERGIES SE	EUR	8 715	543 205,95	0,20
TOTAL FRANCE			**8 116 771,19**	**3,11**
ITALIE				
ENEL SPA	EUR	207 396	1 346 829,62	0,52
INTESA SANPAOLO	EUR	183 747	637 785,84	0,25
POSTE ITALIANE	EUR	123 174	1 465 154,73	0,56
UNICREDIT SPA	EUR	28 633	990 844,97	0,38
TOTAL ITALIE			**4 440 615,16**	**1,71**
LUXEMBOURG				
ARCELORMITTAL	EUR	334 000	7 137 580,00	2,74
TOTAL LUXEMBOURG			**7 137 580,00**	**2,74**
PAYS-BAS				
ABN AMRO BANK NV-CVA	EUR	283 080	4 345 278,00	1,67
ADYEN NV	EUR	9 500	10 575 400,00	4,06
AKZO NOBEL	EUR	113 734	6 457 816,52	2,47
ASM INTERNATIONAL NV	EUR	12 500	8 897 500,00	3,41
ASML HOLDING NV	EUR	15 217	14 672 231,40	5,63
BE SEMICONDUCTOR INDUSTRIES	EUR	49 600	7 745 040,00	2,98
HEINEKEN	EUR	143 582	12 965 454,60	4,97
IMCD BV	EUR	40 000	5 172 000,00	1,99
ING GROEP NV	EUR	750 000	11 971 500,00	4,60
KONINKLIJKE AHOLD NV	EUR	387 163	10 681 827,17	4,10
KONINKLIJKE KPN NV	EUR	4 206 912	15 060 744,96	5,78
PROSUS NV	EUR	423 192	14 075 365,92	5,40
ROYAL PHILIPS	EUR	520 000	12 266 800,00	4,71
STELLANTIS NV	EUR	64 520	1 191 684,40	0,46
UNIVERSAL MUSIC GROUP NV	EUR	350 000	9 723 000,00	3,73
WOLTERS KLUWER	EUR	71 104	11 006 899,20	4,22
TOTAL PAYS-BAS			**156 808 542,17**	**60,18**
PORTUGAL				
JERONIMO MARTINS	EUR	30 194	551 040,50	0,21
TOTAL PORTUGAL			**551 040,50**	**0,21**
TOTAL Actions et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé			**230 056 327,75**	**88,29**
TOTAL Actions et valeurs assimilées			**230 056 327,75**	**88,29**
Organismes de placement collectif				
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays				

3.12. INVENTAIRE DETAILLE DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
FRANCE				
HSBC SRI MONEY ZC	EUR	1 840	2 646 904,40	1,01
TOTAL FRANCE			**2 646 904,40**	**1,01**
TOTAL OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays			**2 646 904,40**	**1,01**
TOTAL Organismes de placement collectif			**2 646 904,40**	**1,01**
Instrument financier à terme				
Engagements à terme fermes				
Engagements à terme fermes sur marché réglementé ou assimilé				
AEX FUT 0724	EUR	-1	-110,00	
CAC 40 FUT 0724	EUR	-79	31 072,00	0,01
DAX 30 IND FU 0924	EUR	-22	-81 637,50	-0,03
FTSE/MIB 0924	EUR	-8	-6 740,00	
FTSE 100 FUT 0924	GBP	99	25 688,51	0,01
HANG SENG FUT 0724	HKD	14	-10 038,72	-0,01
MEFF IBEX35 E 0724	EUR	23	-1 840,00	
OMX COP25 100 0724	DKK	99	-10 952,14	
OMXS30 FUT 0724	SEK	245	18 024,23	0,01
OSE TOPIX FUT 0924	JPY	89	250 890,80	0,09
S&P TORONTO 6 0924	CAD	33	56 929,53	0,02
SIFS MSCI SIN 0724	SGD	37	2 802,07	0,01
SP 500 MINI 0924	USD	734	643 769,54	0,25
SPI 200 FUT 0924	AUD	24	23 180,46	0,01
XEUR FSMI SWI 0924	CHF	47	-14 640,98	-0,01
TOTAL Engagements à terme fermes sur marché réglementé ou assimilé			**926 397,80**	**0,36**
TOTAL Engagements à terme fermes			**926 397,80**	**0,36**
Autres instruments financiers à terme				
Autres swaps				
ESTRON INDEX +0.06%	EUR	196 515 885,68	4 128 483,90	1,58
TOTAL Autres swaps			**4 128 483,90**	**1,58**
TOTAL Autres instruments financiers à terme			**4 128 483,90**	**1,58**
TOTAL Instrument financier à terme			**5 054 881,70**	**1,94**
Appel de marge				
Appel Marge CACEIS	HKD	83 300	9 955,06	
Appel Marge CACEIS	CHF	14 100	14 640,98	0,01
Appel Marge CACEIS	SGD	-11 100	-7 642,00	
Appel Marge CACEIS	AUD	-54 600	-34 022,93	-0,02
Appel Marge CACEIS	CAD	-83 490	-56 929,53	-0,02
Appel Marge CACEIS	USD	-689 960	-643 769,54	-0,25
Appel Marge CACEIS	SEK	-204 575	-18 024,23	
Appel Marge CACEIS	JPY	-31 150 000	-180 682,67	-0,07
Appel Marge CACEIS	EUR	59 255,5	59 255,50	0,02

3.12. INVENTAIRE DETAILLE DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
Appel Marge CACEIS	GBP	-21 780	-25 688,51	-0,01
Appel Marge CACEIS	DKK	81 675,01	10 952,14	0,01
TOTAL Appel de marge			**-871 955,73**	**-0,33**
Créances			**24 967 643,47**	**9,58**
Dettes			**-18 544 685,98**	**-7,12**
Comptes financiers			**17 269 237,64**	**6,63**
Actif net			**260 578 353,25**	**100,00**

Part HSBC ACTIONS MONDE AD	**EUR**	**336 195,13000**	**21,28**
Part HSBC ACTIONS MONDE AC	**EUR**	**9 620 539,24700**	**25,80**
Part HSBC ACTIONS MONDE BC	**EUR**	**310 519,280**	**16,76**

COMPLEMENT D'INFORMATION RELATIF AU REGIME FISCAL DU COUPON

Décomposition du coupon : Part HSBC ACTIONS MONDE AD

	NET GLOBAL	DEVISE	NET UNITAIRE	DEVISE
Revenus soumis à un prélèvement à la source obligatoire non libératoire	94 134,64	EUR	0,28	EUR
Actions ouvrant droit à abattement et soumis à un prélèvement à la source obligatoire non libératoire	30 257,56	EUR	0,09	EUR
Autres revenus n'ouvrant pas droit à abattement et soumis à un prélèvement à la source obligatoire non libératoire				
Revenus non déclarables et non imposables				
Montant des sommes distribuées sur les plus et moins-values				
TOTAL	124 392,20	EUR	0,37	EUR